

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1975 B 02341
Numéro SIREN : 302 316 674
Nom ou dénomination : DAUGE FIDELIANCE

Ce dépôt a été enregistré le 07/01/2022 sous le numéro de dépôt 3082



2200308201



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
PROCÈS VERBAL DE DÉPÔT D'ACTES

Dénomination : DAUGE FIDELIANCE

Numéro RCS : 302 316 674

Numéro Gestion : 1975B02341

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 105-109 R DU FAUBOURG SAINT HONORE
75008 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R003082 (2022 3082)

Date du Dépôt : 07/01/2022

- Type d'acte : Extrait de procès-verbal

Date de l'acte : 26/11/2021

Décision 1 : Changement de président

Décision 2 : Modification(s) statutaire(s)

fait à Paris, le 7 janvier 2022

1975B02341

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME
Le Représentant Légal

DAUGE FIDELIANCE

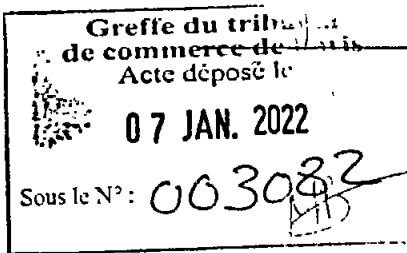
Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de Commissariat aux comptes

Au capital de 390.670 Euros

Siège social à PARIS (8^{ème}) 105, rue du Faubourg Saint-Honoré

302 316 674 RCS PARIS – SIRET 302 316 674 00050

EX - 26/11/2021 - CZ, HJ, HD
ET
CG - 26/11/2021



ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 26 NOVEMBRE 2021

(Extrait du procès-verbal)

Le 26 novembre 2021 à 9 heures 30, au siège social, les associés de la société DAUGE FIDELIANCE, société par actions simplifiée d'expertise comptable et de Commissariat aux comptes au capital de 390.670 Euros, divisé en 11.162 actions, se sont réunis en Assemblée générale mixte sur la convocation du Président.

La convocation a été faite par lettre adressée à chaque associé.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Pascal GILLETTE préside la séance en sa qualité de Président de la société.

La société Lucien ZOUARY & Associés, Commissaire aux comptes, a été convoquée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La feuille de présence est vérifiée, puis arrêtée et certifiée exacte par le Président de séance, qui constate que les associés présents ou représentés, possèdent 11.143 actions sur les 11.162 formant le capital et ayant le droit de vote sur toutes questions figurant à l'ordre du jour.

Par conséquent, le Président de séance constate que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions aux majorités fixées par les statuts.

Le Président met à la disposition des associés :

- Un exemplaire des statuts de la société ;
- La copie de la lettre de convocation adressée à chaque associé,
- La copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes.

4

Il dépose également les rapports et documents suivants qui vont être soumis à l'Assemblée :

- Le rapport du Président,
- Le texte des projets de résolutions proposées à l'Assemblée ;

(...)

Le Président rappelle l'ordre du jour :

(...)

- Modification des articles 2, 15 et 24 des statuts,

(...)

- Démission du Président,
- Nomination d'un nouveau Président,
- Confirmation du mandat du Directeur général,
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

(...)

De brèves explications sont échangées, puis plus personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix, les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION – Modification de l'article 2 des statuts

L'Assemblée générale décide de rédiger de la façon suivante l'article 2 des statuts :

« La Société a pour objet :

- *L'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au Tableau de l'Ordre des experts comptables ;*
- *L'exercice de la profession de Commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des Commissaires aux comptes.*

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci et en particulier :

- *Les inspections, contrôles, évaluations, expertises, audits concernant la conformité aussi bien sur le plan financier qu'extra financier,*
- *Tous services, études, méthodes se rapportant aux missions décrites ci-dessus*

Elle peut détenir toute participation de toute nature, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissariat aux comptes, notamment leurs règles de déontologie respectives. A ce titre, la Société s'engage à respecter :

- *La réglementation liée aux incompatibilités et aux risques de conflits d'intérêts propre à chaque profession ;*

- *L'indépendance de l'exercice professionnel de ses associés et de ses salariés. »*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION - Modification de l'article 15 des statuts

L'Assemblée générale décide de rédiger de la façon suivante le premier alinéa de l'article 15 des statuts :

« La Société est représentée à l'égard des tiers par un président personne physique ou personne morale, membre de la Société, devant répondre aux conditions fixées au 1 de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, et inscrit sur la liste des Commissaires aux comptes ou régulièrement agréé dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

(...) »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION – Modification de l'article 24 des statuts

L'Assemblée générale décide de rédiger de la façon suivante l'article 24 des statuts :

« Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Seulement si la loi l'oblige, le président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

SEPTIEME RESOLUTION – Démission du Président

L'Assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur Pascal GILLETTE de ses fonctions de Président de la société à effet de ce jour, et la remercie pour son action passée, pour les services rendus à la société ainsi que pour tous les efforts qu'il a déployé dans l'exercice de ses fonctions de mandataire social à la tête de la société depuis de nombreuses années.

L'Assemblée générale consent quitus entier et sans réserve du mandat de Président de Monsieur Pascal GILLETTE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION – Nomination d'un nouveau Président

L'Assemblée générale décide de nommer, en qualité de Président de la société en remplacement de Monsieur Pascal GILLETTE, Président démissionnaire, à compter de ce jour et pour une durée illimitée, la société GROUPE FIDELIANCE PARTNERS, société par actions simplifiée d'expertise comptable et de Commissaires aux comptes au capital de 3.092.874 Euros à FONTAINEBLEAU (Seine et Marne) 78 Rue Paul Jozon.

L'Assemblée générale décide qu'en sa qualité de Président, la société GROUPE FIDELIANCE PARTNERS aura tous pouvoirs, dans la limite des dispositions légales et statutaires pour diriger, gérer et administrer la société.

L'Assemblée générale décide que la rémunération de la société GROUPE FIDELIANCE PARTNERS sera fixée ultérieurement. Toutefois, le Président aura droit au remboursement des frais et débours qu'il aura engagés pour le compte de la Société, sur présentation de justificatifs et selon le barème admis au sein de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

La société GROUPE FIDELIANCE PARTNERS, présente, déclare accepter ces fonctions et qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne lui interdit de les exercer.

NEUVIEME RESOLUTION - Confirmation du mandat du Directeur général

L'Assemblée générale confirme le mandat du Directeur général confié à Monsieur Jean-Pierre GUENARD. Lors de la transformation de la société en société par actions simplifiée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION – Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbaux de la présente assemblée en vue de l'accomplissement des formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président et un associé après lecture.



2200308202



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : DAUGE FIDELIANCE

Numéro RCS : 302 316 674

Numéro Gestion : 1975B02341

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 105-109 R DU FAUBOURG SAINT HONORE
75008 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R003082 (2022 3082)

Date du Dépôt : 07/01/2022

- Type d'acte : Statuts mis à jour

Date de l'acte : 26/11/2021

fait à Paris, le 7 janvier 2022

STATUTS

DAUGE FIDELIANCE

**Société par actions simplifiée d'expertise comptable et
de commissariat aux comptes**

Au capital de 390.670 Euros

**Siège social à PARIS (8^{ème})
105-109, rue du Faubourg Saint-Honoré**

**Modifiés par l'Assemblée
générale mixte
du 26 novembre 2021**

**COPIE CERTIFIÉE
CONFORME**
Le Représentant Légal

Tables des matières

Tables des matières	- 2 -
1. Forme	- 3 -
2. Objet	- 3 -
3. Dénomination sociale	- 3 -
4. Siège social	- 4 -
5. Durée	- 4 -
6. Apports	- 4 -
7. Avantages particuliers	- 6 -
8. Capital social - Liste des associés - Répartition des actions	- 6 -
9. Modifications du capital social	- 6 -
10. Libération des actions	- 6 -
11. Droits et obligations attachés aux actions	- 7 -
11.1 Droits des associés	- 7 -
11.2 Obligations des associés	- 7 -
11.3 Engagement de non sollicitation	- 7 -
12. Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions	- 8 -
13. Transmission des actions	- 8 -
14. Cassation temporaire ou définitive d'activité d'un professionnel associé	- 9 -
15. Président	- 9 -
16. Directeurs généraux	- 10 -
17. Conventions interdites	- 11 -
18. Conventions soumises à approbation	- 11 -
19. Conventions courantes	- 11 -
20. Modalités de la consultation des associés	- 11 -
21. Décisions collectives	- 12 -
22. Procès-verbaux	- 13 -
23. Exercice social	- 13 -
24. Inventaire et comptes annuels	- 13 -
25. Affectation des résultats et répartition des bénéfices	- 13 -
26. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social	- 14 -
27. Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la Société	- 14 -

1. Forme

La présente société (ci-après la « Société ») a été constituée sous la forme de société anonyme.

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 1^{er} septembre 2017, a décidé de transformer la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau.

Elle est régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce, l'Ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

La Société peut comporter, à toute époque, un associé unique propriétaire de la totalité des actions ou plusieurs associés, par suite notamment de cession ou de transmission totale ou partielle desdites actions ou de création d'actions nouvelles souscrites par son nouvel associé, puis redevenir une société unipersonnelle par réunion de toutes les actions en une seule main.

2. Objet

La Société a pour objet :

- L'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au Tableau de l'Ordre des experts comptables ;
- L'exercice de la profession de Commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des Commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci et en particulier :

- Les inspections, contrôles, évaluations, expertises, audits concernant la conformité aussi bien sur le plan financier qu'extra financier,
- Tous services, études, méthodes se rapportant aux missions décrites ci-dessus

Elle peut détenir toute participation de toute nature, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissariat aux comptes, notamment leurs règles de déontologie respectives. A ce titre, la Société s'engage à respecter :

- La réglementation liée aux incompatibilités et aux risques de conflits d'intérêts propre à chaque profession ;
- L'indépendance de l'exercice professionnel de ses associés et de ses salariés.

3. Dénomination sociale

La dénomination sociale est DAUGE FIDELIANCE.

La Société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des Commissaires aux comptes.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la Société est inscrite et de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes à laquelle la Société est rattachée en application de l'article R. 822-39 du Code de commerce.

4. Siège social

Le siège social est fixé à Paris (8^{ème}) 105-109, rue du Faubourg Saint-Honoré.

5. Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter du 17 avril 1975, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

6. Apports

Il a été apporté à la Société, lors de sa constitution, suivant décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 6 janvier 1976 :

- Par Monsieur Jean- DAUGE : des biens corporels pour 60 000 Francs ;
- Par divers souscripteurs : des espèces pour 40 000 Francs

Formant le capital initial de 100.000 Francs représenté par 1.000 actions de 100 Francs.

Le capital a été augmenté par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 2 avril 1982 d'une somme de 35.000 Francs en rémunération de l'apport fait par Monsieur Maurice CLEMENT, des biens suivants :

- | | |
|-------------------|----------------|
| - Clientèle | 510 000 Francs |
| - Biens corporels | 9750 Francs |

Soit un total de 519 750 Francs

Dont 35.000 Francs ont été incorporés au capital et 484.750 Francs portés au compte « primes d'apport ».

En rémunération de cet apport, il a été créé 350 actions de 1 00 Frs de nominal chacune.

Le capital a été augmenté par décision de la même Assemblée générale extraordinaire d'une somme de Francs : 405.000 par incorporation d'une partie de la prime d'apport dégagée ci-dessus, et par création de 4.050 actions de 100 Francs de nominal chacune, distribuée gratuitement aux actionnaires à raison de 3 actions nouvelles pour une ancienne.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 3 décembre 1988, le capital social a été porté à la somme de 690.000 Francs par augmentation de capital réservée aux salariés en application du plan d'épargne d'entreprise.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale mixte en date du 29 décembre 1989, le capital a été porté à la somme de 922.200 Francs par augmentation de capital réservée aux salariés en application du plan d'épargne d'entreprise.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 20 juin 1990, le capital social a été porté à la somme de 1.100.000 Francs par augmentation de capital réservée aux salariés en application du plan d'épargne d'entreprise.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 1992, le capital social a été porté à la somme de 1.500.000 Francs par augmentation de capital réservée aux salariés en application du plan d'épargne d'entreprise.

Aux termes des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 18 décembre 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 74.296,80 Francs, par voie de prélèvement sur le poste « autres réserves » et au moyen de l'élévation de la valeur nominale des 15.000 actions de 100 francs à 104,96 Francs entièrement libérées, soit un nouveau capital de 1.574.296,80 Francs.

Aux termes des décisions de cette même Assemblée du 18 décembre 2000, il a été procédé à la conversion du capital social qui précède de Francs en Euros, en adoptant le taux de conversion légal Euro/Franc de 6,55957, soit un capital final de 240.000 Euros.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 28 septembre 2001, le capital social a été réduit de 56.000 Euros pour être ramené à 184.000 Euros.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 30 juin 2006 et d'une délibération du Conseil d'administration en date du 31 juillet 2006 agissant sur délégation de pouvoir, le capital social a été réduit de 12.800 Euros par rachat d'actions réservé puis augmenté de 12.800 Euros par incorporation directe de pareille somme prélevée sur un compte « prime d'émission » afin de maintenir le montant du capital social à 184.000 Euros.

Lors de la fusion par voie d'absorption par la société FIDELIO, société par actions simplifiée au capital de 415.000 Euros ayant son siège social 41 avenue de Friedland, 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 423464 973, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 3.052.308 Euros. De cet apport, il en résulte une augmentation de capital d'un montant de 182.142,8037 Euros et une prime de fusion d'un montant de 2.870.165,1963 Euros.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2007, une somme de 379.077,1963 Euros par prélèvement sur le compte « prime de fusion ».

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 11 mars 2011 et d'une délibération du Conseil d'administration en date du 4 mai 2011 agissant sur délégation de pouvoir, le capital social a été réduit de 372.610 Euros par rachat d'actions réservé ramenant le capital social de 745.220 Euros à 372.610 Euros.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 16 septembre 2011, et d'une délibération du Conseil d'administration en date du 23 septembre 2011 agissant sur délégation de pouvoir, le capital social a été porté à la somme de 390.670 Euros par augmentation de capital réservée aux salariés en application du Plan d'Epargne d'Entreprise.

7. Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

8. Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

Le capital social est fixé à la somme de trois cent quatre-vingt-dix mille six cent soixante-dix (390.670) Euros. Il est divisé en onze mille cent soixante-deux (11.162) actions de trente-cinq (35) Euros chacune, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs.

La Société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la Société est tenue de demander au Haut Conseil du commissariat aux comptes ou à son délégataire en matière d'inscription la modification correspondante de son inscription sur la liste des Commissaires aux comptes. La compagnie régionale des Commissaires aux comptes à laquelle la Société est rattachée est également informée de ces modifications.

9. Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seule compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant les professions d'expert-comptable et de Commissaire aux comptes.

10. Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

11. Droits et obligations attachés aux actions

11.1 Droits des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés.

A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

11.2 Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les associés s'informent mutuellement de leur activité au sein de la Société. La communication de ces informations entre associés ne constitue pas une violation du secret professionnel.

11.3 Engagement de non sollicitation

Tout associé exerçant ou ayant exercé, au sein de la Société, à quelque titre que ce soit, toute activité visée aux articles 2 et 22 de l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 s'interdit de démarcher ou de solliciter, de quelque manière que ce soit, les clients de la Société. Il s'interdit pareillement d'accomplir à leur profit toute prestation de même nature, à quelque titre que ce soit.

Par client de la Société, on entend toute personne, physique ou morale, au profit de laquelle la Société a accompli une ou plusieurs prestations entrant dans son objet à l'époque où l'associé exerçait son activité au sein de la Société.

Cette interdiction prend effet dès le début de l'exercice, par l'associé, de son activité au sein de la Société et prend fin vingt-quatre mois après qu'il a cessé de faire partie de la Société. Elle n'a d'effet sur tout le territoire français.

12. Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions ne sont négociables qu'après la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

L'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propiétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la Société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propiétaire et le locataire à l'usufruitier.

13. Transmission des actions

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la Société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la Société.

14. Cessation temporaire ou définitive d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au Tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la Société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des Commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la Société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit. Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des Commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des Commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des Commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la Société de respecter ces quotités.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du Tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser au-dessous des quotités légales, la part des droits de vote détenus par des personnes visées au premier alinéa de l'article 7, I de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la Société saisit le Conseil régional de l'Ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai, qui ne peut excéder deux ans, en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les stipulations de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont pas respectées, l'associé est exclu de plein droit de la Société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la Société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel Commissaire aux comptes n'ayant pas la qualité d'expert-comptable, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel Commissaire aux comptes.

Tout associé condamné à la sanction disciplinaire de l'interdiction temporaire d'exercer la profession de Commissaire aux comptes pour une durée égale ou supérieure à trois mois, est contraint, par l'unanimité des autres associés, de se retirer de la Société. L'associé dispose d'un délai de six mois à compter du jour où la décision prononçant son exclusion lui a été notifiée pour céder ses actions dans la Société.

15. Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par un président personne physique ou personne morale membre de la Société, devant répondre aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, et inscrit sur la liste des Commissaires aux comptes ou régulièrement agréé dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la Société. Les fonctions du président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel aux bénéfices ou au chiffre d'affaires. Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés. En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est responsable envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

16. Directeurs généraux

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques, membres de la Société, chargés d'assister le président et répondant aux conditions du I de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945. Les directeurs généraux sont désignés parmi les Commissaires aux comptes inscrits sur la liste visée à l'article L. 822-1 du Code de commerce ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Ses fonctions cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, à l'égard des tiers, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par la collectivité des associés.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

17. Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

18. Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la Société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois à compter du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

19. Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

20. Modalités de la consultation des associés

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe. Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en Assemblée, au choix du président.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le Commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en Assemblée, le président convoque les associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des Assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'Assemblée élit son président.

21. Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions existantes.

Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- Nomination et révocation du président et des directeurs généraux ;
- Approbation des comptes et répartition du résultat ;
- Approbation des conventions conclues entre la Société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- Augmentation, réduction et amortissement du capital social ;
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- Dissolution, prorogation, transformation de la Société ;
- Toute autre modification des statuts ;
- Agrément d'un nouvel associé. Toute autre décision relève de la compétence du président.

22. Procès-verbaux

Lors de chaque Assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'Assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la Société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la Société. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

23. Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin de l'année suivante.

24. Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Seulement si la loi l'oblige, le président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

25. Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

26. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

27. Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la Société

La Société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la Société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

La Société prend fin à l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée. Toutefois, la dissolution anticipée peut être décidée par les trois quarts au moins des associés disposant ensemble des trois quarts des voix.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.